

Kabila fustige les « ingérences étrangères intempestives »

RD CONGO Le discours du président n'apporte aucune réponse

Quand auront lieu les élections ? Le président Joseph Kabila va-t-il se représenter alors que la Constitution interdit au chef de l'Etat de briguer un troisième mandat ?

Les citoyens congolais qui se posent avec inquiétude ces questions espéraient que le discours que devait prononcer le chef de l'Etat à l'occasion du 30 juin, jour du 56e anniversaire de l'indépendance du Congo, allait les éclairer. Il n'en a rien été.

Dans son message diffusé par la télévision publique à la veille de la fête nationale, Joseph Kabila n'a rien révélé de nouveau, préférant répéter certaines généralités.

« A tous ceux qui pensent que l'histoire de la République Démocratique du Congo devrait toujours s'écrire en lettres de sang et par les autres, nous rappelons que c'est par le peuple congolais et en RDC, dans la paix, que les nouvelles pages de l'histoire de notre pays restent à écrire et le seront, a-t-

il déclaré. « Rien ne pourra arrêter le train des futures élections », a-t-il annoncé, sans fixer

d'échéance alors que son mandat prend fin le 19 décembre prochain, et que l'opposition refuse la décision de la Cour Constitutionnelle : en mai dernier, elle avait autorisé M.Kabila à rester en fonction si des présidentielles n'avaient pas été organisées dans les temps.

Alors que les partenaires occidentaux, dont la Belgique, insistent pour que des élections soient organisées cette année, Joseph Kabila a préféré dénoncer « les ingérences étrangères intempestives et illicites dans les affaires intérieures de la RDC », y voyant la preuve que son pays « reste exposé aux mêmes menaces » qu'en 1960. « Le credo de notre lutte demeure le respect des droits de notre peuple à s'autodéterminer conformément à l'intérêt national ».

Cette autodétermination ne devrait-elle justement pas s'exprimer à travers des élections ? Il préfère éluder, insis-

tant sur le fait que « notre peuple est aujourd'hui mûr. Il connaît parfaitement où se trouvent ses intérêts et comment en assurer la défense. Elle ne se fera plus par la violence

mais plutôt à travers la recherche permanente d'un consensus responsable, susceptible de nous aider à préserver les acquis de la lutte de nos pères de l'indépendance ».

« Rien ne pourra arrêter le train des futures élections », a lancé le président. Mais sans fixer d'échéance...

Fort bien, sauf que le gouvernement a investi massivement dans des outils de répression, et que le dialogue avec l'opposition est toujours au point mort.

Lundi dernier, Joseph Kabila s'est par ailleurs entretenu avec son collègue du Congo Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, qui a réussi à se faire réélire en mars dernier, alors qu'il est au pouvoir depuis 1979 (excepté une pause entre 1992 et 1997). Il avait fait changer la Constitution pour pouvoir briguer un nouveau mandat...

De son côté, la commission électorale de RDC a annoncé que l'enrôlement prévu de 45 millions d'électeurs commencerait le 30 juillet. Mais on ne sait toujours pas quand auront lieu les élections. ■

VÉRONIQUE KIESEL